

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Création d'un collège de déontologie - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application de la loi « Déontologie » et de la loi « Sapin II », un décret n° 2017-519 est venu rendre obligatoire la création au sein de l'ensemble des collectivités territoriales d'une fonction de « référent déontologue ».

Ce référent a pour responsabilité de favoriser le respect des principes du « bloc de déontologie » intégré désormais à la loi du 13 juillet 1983 : dignité, probité, impartialité, neutralité, prévention des conflits d'intérêt, des cumuls d'activité, exercice du droit de désobéissance hiérarchique... Il doit assurer une fonction de conseil, mais aussi de prévention (sensibilisation, conception de guides de bonnes pratiques ou de chartes internes...).

Il appartient aux collectivités de taille plus importante d'organiser elles-mêmes cette fonction (de façon internalisée ou externalisée). Le référent déontologue doit être soit un fonctionnaire en exercice, soit un fonctionnaire ayant cessé son activité, soit un magistrat, et exercer son activité avec obligation d'autonomie et de secret professionnel.

La loi « Transformation de la Fonction publique » du 6 août 2019 est également venue supprimer la commission de déontologie (qui était auparavant saisie pour toutes les demandes d'agents d'accéder à des temps partiels ou des disponibilités pour créer une entreprise, ou encore de leurs départs vers le secteur privé ainsi que certaines demandes de cumuls d'activité). Ce contrôle doit donc désormais être effectué par

l'administration en lien avec le référent déontologue de la collectivité.

Afin de garantir une fonction de conseil efficace quant aux exigences en matière de déontologie, mais aussi de proposer des dispositifs efficaces de prévention des manquements à ces exigences, il est donc proposé que soit créé un collège de déontologie, commun et à disposition de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

Ce collège pourra être consulté, par le biais d'un formulaire de saisine, pour toute demande de conseil ou d'analyse sur des questions liées à l'activité professionnelle des agents hors des collectivités, mais aussi pour favoriser la connaissance et le respect des impératifs déontologiques des agents et des élus dans l'exercice de leurs fonctions. Ses avis rendus, comme les saisines reçues, seront strictement confidentiels.

Ce collège sera composé comme suit :

- d'un représentant de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- d'un représentant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- d'un représentant du Secrétariat Général ;
- d'une personnalité qualifiée disposant d'une solide culture juridique et d'un intérêt pour les questions de moralisation de la vie publique.

Concernant la personnalité qualifiée, un appel à candidatures est lancé par délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2020-235.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du collège de déontologie, exerçant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole, les fonctions de référent déontologue ;
- d'approuver sa composition telle que proposée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-144376-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.